

table qu'il obtiendra un taux d'intérêt plus bas que s'il finançait cette somme au moyen d'obligations à long terme. Mais je doute fort qu'il soit jamais possible, au Canada, et à plus forte raison pendant la durée de cette guerre à laquelle nous devons participer, d'emprunter sur des valeurs à longue échéance à des taux inférieurs à ceux qui existent aujourd'hui. En conséquence, je dis au Gouvernement qu'à mon avis,—mais je ne prétends pas que mon opinion doive seule compter,—bien qu'il soit vrai qu'en empruntant à court terme lors de la première année, le fardeau du peuple s'en trouve moins lourd, cette façon de procéder rendra le fardeau plus onéreux à la longue. C'est pourquoi je prie le Gouvernement de consulter les dirigeants de la banque centrale et les autres experts dont l'opinion peut lui sembler la plus autorisée afin de trouver la solution la plus pratique et, lorsque cette solution aura été établie, de suivre leur avis quant à la possibilité d'emprunter dès maintenant le montant requis, qu'il soit de \$100,000,000 ou plus, au moyen d'obligations à long terme. De sorte que si l'on devait un jour reprocher au Gouvernement d'avoir, pour des fins que je m'abstiendrai d'énumérer car je tiens à éviter toute discussion d'ordre politique, emprunté à court terme au moyen de billets du trésor, il pourrait compter sur les avis des personnes les mieux renseignées du pays quant au mode le plus économique de financer les emprunts que nous devons maintenant contracter.

Je me contenterai d'une seule suggestion sur l'affectation des dépenses. Il me semble que nous commettrions la plus grande des folies si nous nous imaginions que la guerre sera de courte durée. Nous devons, semble-t-il, nous préparer à une participation prolongée et coûteuse. S'il en devait être autrement, ce serait bien tant mieux. La dernière guerre nous a appris, entre autres choses, que des citoyens du Canada ont servi soit comme combattants soit comme non combattants, alors qu'ils auraient été beaucoup plus utiles à la nation s'ils avaient été occupés autrement. A l'heure actuelle nous possédons peu de renseignements précis sur les aptitudes individuelles et les connaissances acquises de notre population. Pour parer à cette lacune, j'invite le Gouvernement à utiliser une certaine proportion de cette somme et le projet de résolution est assez élastique pour le lui permettre, pour entreprendre incontinent l'enregistrement national de toute la population canadienne, afin de se rendre bien compte des aptitudes de nos citoyens et du degré de connaissances de chacun.

C'est le désir le plus sincère de me montrer utile qui m'inspire ces propositions à l'adresse du Gouvernement. J'en profiterai pour exprimer une idée qu'ont fait naître en mon esprit

les remarques de l'honorable député de Kootenay-Est (M. Stevens) sur les offres généreuses autant que patriotiques de groupes de Canadiens qui désirent servir. Depuis nombre d'années nous récompensons les services signalés rendus par des militaires. Je suis certain que plusieurs milliers de Canadiens sont prêts à servir de la façon que l'on aura jugée le plus efficace pour la patrie. Je sais qu'il y en a plusieurs centaines qui jouissent d'aptitudes toutes spéciales, qui sont capables de servir et qui sont prêts à répondre à l'appel, même si on leur demandait de très grands sacrifices personnels. Bien que ma proposition risque de s'écarter quelque peu de la question à l'étude, je proposerais au Gouvernement de songer à établir au Canada des récompenses du mérite, ou encore des décorations, en faveur de ceux qui auront rendu des services signalés à la patrie en temps de guerre, au prix de grands sacrifices personnels, sans toutefois prendre une part active aux opérations militaires.

M. VICTOR QUELCH (Acadia): Monsieur le président, je n'ai pas l'intention, pour l'instant, de discuter longuement et en détails les méthodes à suivre; je tiens plutôt, au nom du groupe que je représente, à m'élever contre certains actes susceptibles, selon nous, de mener à l'incohérence qui régnait à la fin de la dernière guerre.

L'honorable député de York-Sud (M. Lawson) a dit que nous préconisions l'étatisation du capital. Il doit nous avoir confondus avec les membres de la Fédération du commonwealth coopératif, car nous n'avons jamais soutenu cette thèse. Nous avons, par ailleurs, conseillé de consacrer: premièrement, la finance; deuxièmement, l'industrie; troisièmement, le capital humain. Par conscription, nous entendons une méthode de contrôle et de direction efficaces.

Un pays en guerre est un pays engagé dans une lutte à la vie et à la mort; il convient donc par dessus tout qu'il s'organise le plus efficacement possible. Autrement, il y aura des pertes de vies inutiles ainsi que d'inutiles souffrances. Voilà pourquoi le groupe auquel j'appartiens s'est prononcé en faveur de la triple conscription de la finance, de l'industrie et du capital humain. Nous croyons ainsi prévenir les injustices et les inégalités qui se sont produites dans la dernière guerre, tout en portant au maximum le rendement des ressources nationales, partant de notre participation, sans accroître d'un sou la dette du pays. En d'autres termes, nous préconisons une politique de paiement au fur et à mesure.

L'an dernier, devant le comité de la banque et du commerce, M. Towers a insisté sur trois moyens par lesquels un gouvernement peut se financer; ce sont l'emprunt, l'impôt et l'expansion monétaire. Mon groupe opte pour les